

Loi Industrie Verte et gestion des sols

Joanna Peltzman

INTERSOL 2024



1 # Industrie et lutte contre l'artificialisation des sols : concilier des injonctions contradictoires ?



L'industrie face au "Zéro Artificialisation Nette" (ZAN)

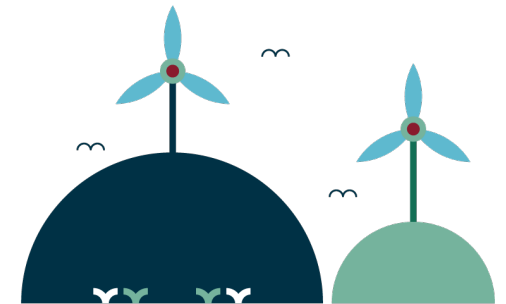
Rappel : objectif "ZAN" des sols d'ici 2050, avec une étape intermédiaire de réduction de moitié de l'artificialisation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) d'ici à 2030.

La loi Industrie Verte entend concilier l'objectif ZAN avec le développement industriel, par une meilleure réhabilitation des friches (2) et une facilitation des procédures administratives touchant à l'implantation de nouvelles industries et la délivrance des autorisations environnementales (3).



Le défi de la planification (art. 1er et 2)

- La **planification industrielle**, avec la planification du foncier industriel à l'échelle régionale (art. 1^{er}). Cela passe par le SRADDET et autres documents de planification régionale (SDRIF, SAR, PADDUC, etc.) avec des objectifs de moyen et long terme
- Elaboration par l'Etat d'une « **stratégie nationale pour une industrie verte pour la période 2023-2030** » (art. 2) : filières stratégiques prioritaires, recherche et expérimentation de nouveaux produits et procédés, recensement des besoins nationaux en matériaux et en produits, formation professionnelle, évaluation des besoins énergétiques nécessaires au développement industriel, objectifs et trajectoires nationaux en matière de **réduction de l'artificialisation des sols** et de décarbonation, engagements attendus de l'ensemble des acteurs concernés, notamment en termes de **réduction des incidences environnementales**)
- Le gouvernement doit remettre au Parlement avant le 24 avril 2024 un rapport sur les **moyens nécessaires à la requalification des friches de plus de dix ans** (art. 10)



2# Réhabilitation des friches industrielles



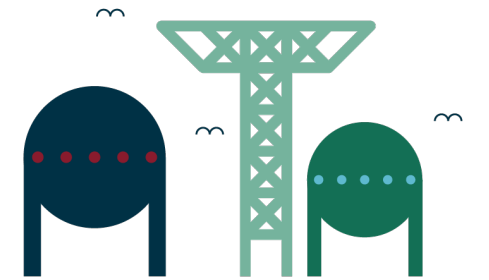
Modifications en matière de cessation d'activité (art. 8)

Lorsqu'une ICPE soumise à autorisation ou enregistrement est mise à l'arrêt définitif, la détermination de l'usage futur du site en cas de défaut d'accord sur l'usage peut être problématique. Désormais, faute d'accord sur ce point, l'usage retenu pour déterminer l'état dans lequel devra être mis le site est **un usage comparable à celui des installations autorisées**. Cette disposition vise à éviter la prescription par le Préfet d'une remise en état « maximaliste » du site.

La loi ouvre la possibilité, jusqu'au 1er janvier 2026, de faire attester de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site ainsi que la mise en œuvre de ces mesures, pour certaines cessations d'activités notifiées avant le 1er juin 2022.

→ **Application de l'article 57 de la loi "ASAP"** : un bureau d'étude ou équivalent peut attester de la mise en sécurité d'un site ICPE ainsi que sa réhabilitation.

Enfin, on trouve la possibilité par le **préfet** de mise en demeure de procéder à la cessation d'activité en **cas d'interruption de l'activité pendant plus de trois années consécutives**.



Une procédure de tiers demandeur "plus attractive" (art. 8)

Instaurée par la loi ALUR, la procédure de tiers demandeur permet de transférer à un tiers **la responsabilité de tout ou partie de la réhabilitation** d'un site sur lequel une activité d'installation classée a été exploitée. Le tiers prend en charge les coûts de cette réhabilitation et devient responsable de celle-ci vis-à-vis de l'administration. Ce transfert de responsabilité est opposable aux tiers et à l'administration.

La loi a modifié la procédure à l'art. L. 512-21 du Code env. :

- le tiers demandeur peut également se substituer à l'exploitant pour réaliser tout ou partie de la **mise en sécurité** en plus de la réhabilitation ;
- le tiers demandeur peut, avec l'accord de l'exploitant, demander **au préfet à se substituer** en cas de future cessation d'activité.
- la loi réduit la responsabilité de l'exploitant à la seule mise en sécurité en cas de défaillance du tiers demandeur et de l'impossibilité d'appeler les garanties financières constituées par celui-ci.

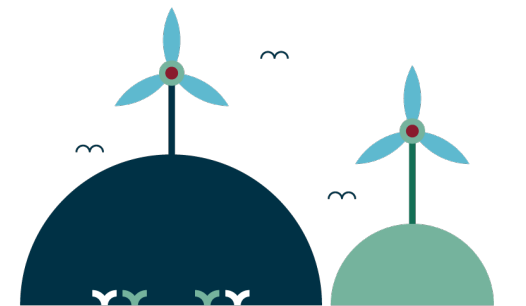


Sites naturels de compensation, de restauration et de renaturation (SNCRR), art. 15

Les sites naturels de compensation (SNC) créés par la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, ont été peu utilisés en raison de leur complexité de mise en œuvre. Ils sont remplacés par les SNCRR.

Les SNCRR sont des sites sur lesquels des entreprises publiques ou privées peuvent mettre en place des **opérations de restauration ou de développement d'éléments de biodiversité**, après avoir été agréés par l'autorité administrative compétente et incluant les sites naturels de compensation agréés. Les unités de compensation, de restauration ou de renaturation **peuvent être vendues** à toute autre personne publique ou privée, l'État devant mettre en place une plateforme en ligne de référencement de ces unités.

L'acquisition de ces sites permet aux personnes soumises à une obligation de compensation de satisfaire à cette obligation de **manière anticipée**. Ces sites peuvent donner lieu à l'attribution de **crédits carbone** au titre du label « bas carbone ».

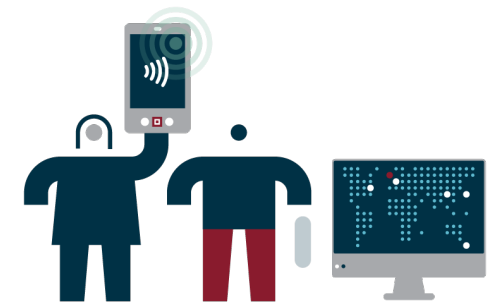


Prise en compte des friches par les Schémas de cohérence territoriale (SCOT), art. 13

L'art. L. 141-3 du Code de l'urbanisme traite de la partie concernant le projet d'aménagement stratégique du SCOT et ses objectifs de développement et d'aménagement du territoire. Celui-ci prévoit que ces objectifs doivent tenir compte de l'existence **de friches** lorsqu'elles favorisent une gestion économe de l'espace, en **limitant l'artificialisation des sols**.

L'art. L. 141-6 du Code de l'urbanisme concerne le Document d'Orientation et d'Objectif (DOO) du SCOT, qui inclut un plan d'aménagement pour les secteurs artisanal, commercial et logistique, définissant les modalités d'implantation des équipements commerciaux qui, en raison de leur importance, pourraient avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire, le commerce en centre-ville et le développement durable.

→ pour déterminer les conditions d'implantation des constructions commerciales et logistiques, l'accent doit être mis **prioritairement sur l'utilisation des friches**.

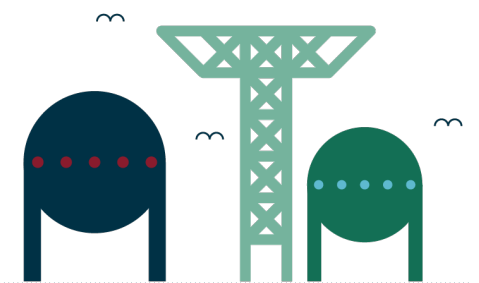


Les projets d'intérêt national majeur (PINM) (art. 19)

La loi crée de nouveaux dispositifs de mise en compatibilité des documents d'urbanisme et d'aménagement (PLU, SCOT, SRADDET...), afin d'accélérer l'implantation des industries vertes. A ce titre, l'article L. 300-6-2 du code de l'urbanisme prévoit la création des « *projets d'intérêt national majeur* » (PINM).

Lorsqu'un projet industriel revêt une importance particulière pour la transition écologique ou la souveraineté nationale, l'Etat peut qualifier par décret ce projet de PINM. L'article prévoit que l'Etat engage **une procédure de mise en compatibilité des documents d'urbanisme** pour permettre la réalisation du projet. Cette procédure ne peut être engagée qu'après l'accord du maire, ou du président de l'EPCI et du président de région.

Enfin, l'art. L. 411-2-1 du Code envir. prévoit que le décret qualifiant le PINM peut reconnaître le caractère de **raison impérative d'intérêt public majeur (RIIPM)**, ce qui permettra au projet d'obtenir une **dérogation à l'interdiction de porter atteinte aux espèces protégées**.



3# Accélération des autorisations environnementales

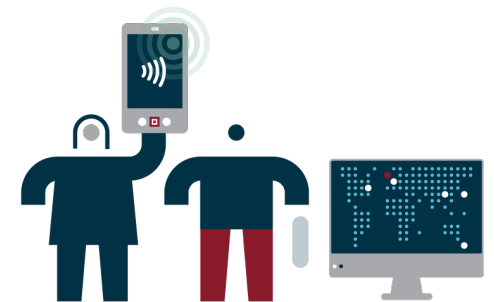


Nouvelle procédure de consultation du public (art. 5)

→ Parallélisation de la phase d'examen et de consultation du public

Création de l'art. L. 181-10-1 du code de l'environnement qui définit une **nouvelle procédure hybride de participation du public** pour les demandes d'autorisation environnementale, entre l'enquête publique et la procédure de participation du public par voie électronique :

- la durée de la consultation est de trois mois, au lieu du minimum de 30 jours actuellement, ou, lorsque l'avis de l'autorité environnementale est requis, d'un mois de plus que le délai imparti à celle-ci pour rendre son avis ;
- une réunion publique est organisée, dans un délai de quinze jours à compter du début de la consultation, avec la participation du pétitionnaire. Une nouvelle réunion publique est organisée en fin de procédure de consultation ;
- les réponses apportées par le pétitionnaire au plus tard lors de la réunion de clôture de la consultation sont réputées faire partie du dossier de demande, de même que les éventuelles modifications consécutives du projet, sous réserve qu'elles n'en modifient pas l'économie générale.



Mutualisation des consultations en phase amont (art. 5)

Art. L.121-8-2 du code de l'environnement permet **l'organisation de débats publics globaux** (et de concertations globales) pour plusieurs projets d'aménagement ou d'équipement dans un territoire "délimité et homogène".

Les projets envisagés seront ainsi dispensés de débat public propre ou de concertation globale propre. Cette dispense s'étend aux projets cohérents avec la vocation du territoire envisagés ultérieurement (au cours des huit années à venir).

Par dérogation, la Commission nationale du débat public (CNDP) dispose toutefois d'une possibilité de "rattraper" certains de ces projets.



Contentieux pour les autorisations environnementales

La loi crée l'art. L. 123-1-B du Code env., selon lequel le juge administratif des référés devra faire droit à toute demande de suspension d'une décision prise sans que la participation du public requise ait eu lieu. Les dispositions similaires qui étaient prévues à l'article L. 123-16 sont supprimées.

Introduction d'une **sanction des recours « abusifs »**. L'art. L. 181-17 du Code env. prévoit désormais que lorsqu'un recours contre une autorisation environnementale traduit un comportement abusif et cause un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, le bénéficiaire peut demander au juge administratif de condamner le requérant à lui verser des dommages et intérêts.



Projet de décret en consultation

Le ministère de la Transition écologique soumet à la consultation du public jusqu'au 6 avril prochain un projet de décret d'application qui contient des mesures relatives à la simplification des procédures de consultation du public, ainsi que des dispositions destinées à fluidifier les cessations d'activité et à renforcer l'action de l'État en cas de défaillance d'un exploitant.

On trouve aussi, dans ce projet de décret, des dispositions non issues de la loi Industrie Verte, qui touchent les secteurs d'information sur les sols, les procédures de servitudes d'utilité publique « sites et sols pollués » (SUP SSP), ainsi que sur certaines garanties financières.



A vibrant illustration of a futuristic city skyline at night, featuring various icons representing technology, infrastructure, and innovation. A large screen displays the text "Helping you succeed in tomorrow's world." The scene includes a winding road with a car, a person taking a photo, a wind turbine, a train, a lightbulb idea, a trophy, a smartphone, a laptop, a tower, and a plane flying in the sky. The overall theme is digital transformation and future growth.